

Les enseignants exigent un dialogue sérieux avec leur ministre

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4936 - Jeudi 21 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Corruption
L'homme d'affaires
Omar Alilat en
détention provisoire

Page 2



Le chef d'état-major a loué les mesures prises récemment par le gouvernement

Gaïd Salah évoque le sort des sociétés publiques

Page 2

Une question
de politique
intérieure aux
Etats-Unis

Par Mohamed Habili

Après la reconnaissance de Jérusalem, de tout Jérusalem, capitale d'Israël, puis celle de la souveraineté d'Israël sur les hauteurs du Golan, il ne restait plus à l'administration Trump qu'un seul pas à faire pour attenter à ce qui reste aux Palestiniens de droits sur la Palestine : reconnaître les colonies israéliennes établies illégalement en Cisjordanie. Voilà qui est fait. Les Etats-Unis sous Donald Trump ont en trois étapes rapprochées donné à Israël tout ce qui ne leur appartenait pas en Palestine. Le moment pour cela n'a pas été choisi au hasard. Il s'agit pour le président américain aussi bien de donner satisfaction à une partie non négligeable de son électorat, pour qui le conflit du Moyen-Orient est une question de politique intérieure, qui plus est parmi celles qui comptent le plus, que d'intervenir dans le débat intérieur israélien en faveur de son ami Benjamin Netanyahu, en grande difficulté pour l'heure de former un gouvernement et surtout d'en être le chef. Le geste n'est pas pur amour pour celui-ci. Aide Netanyahu et le ciel t'aidera en retour, c'est apparemment ce que s'était dit Trump. Dans la perspective de sa réélection, celui-ci a en effet plus que jamais besoin du soutien des chrétiens sionistes, qui ont certes voté pour lui en novembre 2016, mais dont les voix ne lui sont pas éternellement acquises pour autant.

Suite en page 3

Quatrième jour de la campagne électorale

Les candidats s'engagent à mener des «réformes profondes»



Ph.D. R.

Au quatrième jour de la campagne électorale, les candidats à la présidentielle du 12 décembre, exposant chacun son programme électoral, promettent de poursuivre la lutte implacable contre la corruption et son éradication ainsi que la restitution des fonds détournés, la révision de la Constitution et la levée de toutes les entraves à l'investissement agricole.

Lire page 2

Makouda (Tizi Ouzou)

Des transporteurs bloquent la RN 72
pour réclamer la réouverture d'une route

Page 24

Forum de l'Unesco à Paris

Hassen Rabehi relève l'importance
accordée par l'Algérie à la culture

Page 13

Quatrième jour de la campagne électorale

Les candidats s'engagent à mener des «réformes profondes»

■ Au quatrième jour de la campagne électorale, les candidats à la présidentielle du 12 décembre, exposant chacun son programme électoral, promettent de poursuivre la lutte implacable contre la corruption et son éradication ainsi que la restitution des fonds détournés, la révision de la Constitution et la levée de toutes les entraves à l'investissement agricole.

Par Louiza Ait Ramdane

Pour Azzedine Mihoubi, SG de RND par intérim et ancien ministre de la Culture, «ceux qui savent combien d'argent détourné sont ceux qui l'ont détourné et nous le récupérerons». Lors de son passage au forum du quotidien «Al-Hiwar», le candidat a déclaré qu'il inscrit dans son programme des procédures à suivre pour récupérer ces fonds. S'il est élu, il promet des mécanismes pour tracer cet argent pillé. Il a déclaré dans ce sens, qu'il tentera de récupérer l'argent volé en s'appuyant sur les relations diplomatiques de l'Algérie. Mihoubi a évoqué la Constitution, soulignant qu'il voulait une Constitution de longue durée, pour construire des institutions et sécuriser les générations futures. Il a également abordé la question de l'indépendance de la justice, en soulignant que la confiance doit être rétablie avec le citoyen. Sur le volet économique, Mihoubi a déclaré que la situation actuelle est très difficile, «mais cela ne nous empêchera pas de faire preuve de diligence et de fournir des perceptions et des solutions».

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Ali Benflis a affirmé depuis Chef, que son programme électoral comporte «un dossier bien ficelé consacré à l'agriculture de montagne, des steppes, des Hauts-Plateaux et du Grand Sud», avec



«l'engagement de l'Etat à accompagner les agriculteurs aux niveaux communal, de wilaya et national», prônant «l'équité dans la distribution des terres et l'octroi de crédits aux plus méritants, en excluant les corrompus». Le président du parti Talaie El-Hourriyet a fustigé les promesses «irréalistes» faites lors des campagnes électorales, soulignant que «l'honnêteté et la sincérité sont les fondements de toute nation et pays».

Abordant, enfin, le secteur de l'information, M. Benflis a mis en avant l'importance d'assurer des «garanties et des règles» au journalisme pour sa libéralisation et l'encouragement du professionnalisme, réitérant son engagement à garantir l'indépendance de la justice. La défense de ce principe «fut un temps à l'origine de ma décision de me retirer de



tout poste de responsabilité», a-t-il concédé. Le candidat libre à la présidentielle, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, depuis Naâma, à éradiquer le problème du chômage des jeunes et à concrétiser un développement global dans les zones rurales et montagneuses du pays.

Tebboune a souligné son engagement à préserver les principes de l'Etat social et la dignité



des couches défavorisées et pauvres et à soutenir les agriculteurs et les éleveurs, afin que ce secteur soit une alternative aux hydrocarbures, a-t-il dit. Tout en niant être contre les hommes d'affaires, le candidat à la magistrature suprême a relevé que l'Algérie compte près de 2 500 hommes d'affaires, une soixantaine seulement a pillé l'économie nationale, a-t-il dit.

M. Tebboune a, en outre, affirmé que son programme appuie les projets économiques viables et repose sur la compétitivité économique loyale et sur l'égalité des chances entre les entreprises économiques et les entrepreneurs, dans l'accès aux projets et les marchés. Mettant l'accent sur la nécessaire préservation de l'unité nationale, M. Tebboune a rappelé l'impératif de participer massivement à la présidentielle du 12 décembre prochain, «en vue de protéger le pays des différents périls et menaces qui le guettent».

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelkader Bengrina s'est engagé à éradiquer la corruption et l'injustice et à garantir les libertés des différentes franges de la société.

L. A. R.

Corruption L'homme d'affaires Omar Alilat en détention provisoire

L'HOMME d'affaires et ex-député RND de Béjaïa, Omar Alilat, a été placé hier par le juge d'instruction près le tribunal de Sidi-M'hamed, en détention provisoire à la prison d'El Harrach, selon plusieurs sources médiatiques. Une décision prise après une enquête approfondie relative à des dossiers de corruption. Avant-hier, Omar Alilat a été convoqué par la gendarmerie de Bab Ejdid (Alger), pour les délits de malversation et de corruption. Notons que l'homme d'affaires est considéré comme étant l'un des principaux bailleurs de fonds qui financent la campagne électorale du candidat à la présidentielle Abdelmadjid Tebboune.

R. N.

Le chef d'état-major a loué les mesures prises récemment par le gouvernement

Gaïd Salah évoque le sort des sociétés publiques

Lors de son deuxième jour de visite hier à Ouargla, 4^e Région militaire, Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major, a fait l'éloge des mesures prises par le gouvernement en faveur de la protection et le soutien des établissements publics nationaux.

Il a cité, à titre d'exemple, le sort réservé au complexe sidérurgique d'El Hadjar, qui a été, selon lui, l'objet des desseins de la bande. «Je ne saurais conclure cette intervention sans faire l'éloge des mesures pratiques prises récemment par le gouvernement, sur instruction du Premier ministre, M. Noureddine Bedoui, portant sur la protection et le soutien en faveur des établissements publics nationaux, notamment les sociétés et les complexes industriels, et ce, afin de consolider leur contribution à l'économie nationale et préserver leurs employés», a indiqué le chef d'état-major à la fin de son allocation. «Il y a lieu de citer les mesures d'urgence prises pour remédier aux problèmes que rencontre le complexe sidérurgique



d'El Hadjar, et pour réhabiliter et relancer l'activité et développer la production de ce complexe industriel qui constitue la fierté de l'industrie nationale et un acquis à préserver, étant donné qu'il emploie des milliers d'ouvriers et qu'il a été l'objet des desseins de la bande qui a tenté par tous les moyens de le fragiliser et d'entraver son développement, afin de priver l'économie de notre pays de la plus-value que ce complexe pourrait offrir, notamment dans ce domaine

sensible», a-t-il assuré. Le vice-ministre de la Défense nationale a également loué l'attitude du peuple algérien. Selon lui, «le peuple algérien a prouvé que c'est un peuple des grands défis, un seul peuple uni, dont le parcours national ne saura être impacté par les entraves qui se trouvent sur son chemin. Un peuple qui a surpris le monde entier par son comportement civilisationnel qu'il est tenu à imprégner à ses marches pacifiques, car le peuple algérien,

grâce à son sens patriotique sincère et fédérateur, a conscience des dessous des événements et de la nature des défis et est fermement déterminé à mener l'Algérie à bon port, quelles que soient les circonstances, car il met l'intérêt de sa patrie au-dessus de toute considération». Dans ce sens, Gaïd Salah a reconnu que l'Algérie a besoin de ses enfants «fidèles», dans ces circonstances particulières. «En effet, l'Algérie, capable de choisir celui qui la dirigera durant la prochaine étape, fait appel à ses fidèles enfants, dans ces circonstances particulières, et je mets l'accent ici sur le mot fidèles, et ils sont très nombreux à travers tout le territoire national, car elle a effectivement besoin de tels enfants. La fidélité est la vertu certaine, qui dénote du lien fort entre le citoyen et sa patrie. C'est une qualité qui ne peut être marchandée, car elle émane essentiellement de la nature de la personnalité des individus et de la force de leur cohésion», a-t-il dit. Meriem Benchaoua

Troisième jour de grève

Les enseignants exigent un dialogue sérieux avec leur ministre

■ Les écoles primaires bouillonnent. Les classes étaient encore vides hier pour le troisième jour consécutif. Les enseignants grévistes exigent l'organisation d'une réunion avec le ministre de l'Éducation nationale pour un dialogue sérieux autour de leurs revendications mais en cas de non réponse, ils menacent de boycotter les examens du premier semestre.

Par Thinhinene Khouchi

Hier, pour le troisième jour consécutif, les élèves du cycle primaire n'ont pas eu de classe dans la majorité écrasante des établissements primaires du pays. Les enseignants, déterminés à avoir gain de cause, multiplient les grèves ainsi que les sit-in. Une trentaine d'enseignants ont d'ailleurs organisé un sit-in hier devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale où ils ont dénoncé «le peu de considération qui leur est accordée par rapport aux enseignants du moyen et du secondaire». Ils ont aussi scandé des slogans hostiles au ministre de l'Éducation nationale : «*Je m'en fous de ce ministre et de ses menaces*», «*on veut un ministre décideur, qui répond sérieusement à nos revendications pas un ministre qui nous menace*» diront les enseignants lors de ce nouveau sit-in. Les grévistes affirment que depuis le début de leur mouvement : «*on a été soumis à des ponctions sur salaires et des mesures dissuasives de l'administration, notamment les menaces d'exclusion*» ajoutant : «*mais malgré cela, on reste fidèles à notre mouvement jusqu'à satisfaction de nos revendications*».



D. R. Soraya J.A.

Des pancartes et des banderoles brandies, à l'occasion, résumaient leur situation «*critique*» : «*les enseignants souffrent en silence*», «*jusqu'à quand l'enseignant formateur restera prisonnier de la catégorie 14 ?*». Ils ont, en outre, observé pour la septième semaine, leur grève cyclique, qui est passée de un jour à trois jours par semaine. Les instituteurs du primaire exigent une conversation et un dialogue sérieux avec le ministre de l'Éducation nationale, Abdelkader Belaabed, qui ne réagit toujours pas à leur mouvement. Les grévistes menacent,

en cas où le ministre campe sur son silence, d'aller encore plus loin en boycottant les examens du premier semestre et d'opter pour une grève illimitée, chose qui risque de chambouler cette année scolaire. En attendant la réponse de Belaabed, les enseignants grévistes estiment que leurs revendications sont légitimes et elles ne concernent pas uniquement le plan financier mais aussi l'avenir des élèves et une école primaire de qualité. Enfin, la coordination des enseignants du cycle primaire réclame l'amélioration des conditions de travail et les moyens pédagogique

nécessaires, l'uniformisation des fiches techniques et des approches pédagogiques pour les manuels scolaires de tous les niveaux du primaire, limitation des missions des enseignants du primaire au volet pédagogique uniquement et de les dispenser des séances d'éducation sportive ou de surveillance des élèves. Comme ils requièrent la révision du décret exécutif n° 12/240 portant sur le statut principal des corps communs de l'Éducation nationale, le reclassement, l'augmentation des salaires et la réduction du volume horaire. T. K.

Solidarité/Le 11 janvier prochain

Concours de recrutement aux postes d'enseignants spécialisés

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a fixé la date du 11 janvier 2020, pour l'organisation du concours de recrutement pour l'accès à 1 340 postes de professeurs et d'enseignants principaux de l'ensei-

gnement spécialisé, indique, mercredi, un communiqué du ministère. Le ministère informe l'ensemble des candidats au concours de recrutement pour l'accès à 1 340 postes de professeurs et d'enseignants principaux de l'enseignement spéciali-

sé, au niveau des directions de l'action sociale et de la solidarité (DASS) dans les 48 wilayas, afin de renforcer l'encadrement des classes spéciales ouvertes, dans le cadre de la dérogation exceptionnelle attribuée par le Premier ministre au profit du secteur de la

Solidarité, que la date du concours a été fixée au 11 janvier 2020, précise le communiqué. «*Toute information circulant autre que ce communiqué officiel reste sans fondement*», conclut la même source.

Maya G.

Béjaïa

41 accidents de la route enregistrés le mois dernier

«*Pas moins de 41 accidents de la route ayant causé 45 blessés et un décès ont été enregistrés durant le mois d'octobre écoulé par les différentes unités et sûretés de police de la wilaya de Béjaïa*», a indiqué récemment la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Laquelle précise que «*la cause principale à*

l'origine de ces accidents est le facteur humain». Comparativement au mois de septembre dernier le nombre d'accidents de la route est en hausse. Il est de 37 accidents, soit 04 accidents de plus. Lesquels ont fait 03 décès et 20 blessés. Durant le mois écoulé les unités de la sûreté de wilaya

ont dressé 2 057 amendes forfaitaires dont 222 concernent les motards et en majorité pour «*non-port de casques de sécurité, défaut de papiers et manœuvres dangereuses*». En outre, il est fait état de 175 délits routiers enregistrés durant la même période dont 42 cas ont été commis par des motards et

en majorité pour «*absence d'assurance et de permis de conduire*». Dans le cadre de la lutte contre les délits routiers, la police a procédé à 708 retraits de permis de conduire en raison de plusieurs et diverses infractions dont 135 retraits de permis à l'encontre des motards en plus de la mise en fourrière de 8 véhicules

Algérie Télécom lance la nouvelle application mobile

«E-Paiement espace client»

Algérie Télécom informe son aimable clientèle du lancement de la nouvelle application mobile «E-Paiement espace client», dédiée au renforcement de son service de rechargement et le paiement de ses factures. Avec cette nouvelle application

disponible en version arabe et française, le rechargement des comptes IDOOM ADSL/FIBRE et IDOOM 4 G LTE ainsi que le paiement des factures téléphoniques IDOOM FIXE, peuvent se faire à tout moment et en toute sécurité. Pour effectuer le paiement, il suf-

fit de télécharger l'application «E Paiement espace client» d'Algérie Télécom sur Google Play Store et bénéficier ainsi de ces multiples avantages. Le lancement de ce nouveau service démontre la volonté d'Algérie Télécom d'améliorer l'expérience

client, en restant attentive à son honorable clientèle. Pour plus d'informations, Algérie Télécom vous invite à contacter le service Client en composant le 12, ou à vous rapprocher de votre Agence commerciale la plus proche.

A. T.

LA QUESTION DU JOUR

Une question de politique intérieure aux États-Unis

Suite de la page une

Les démocrates dans leur ensemble, qui en matière de politique moyen-orientale pourraient très bien le déborder sur sa droite, n'ont même pas pris en l'occurrence la peine de s'indigner, tout occupés qu'ils sont à gagner cette présidentielle avant l'heure qu'est la procédure d'impeachment. D'ailleurs, plus ils éprouveront de difficultés à mener cette dernière à son terme, c'est-à-dire à la destitution de Trump, moins ils auront tendance à élever des protestations quant à sa politique foncièrement sioniste. On peut s'en rendre compte plus que dans la modération de leurs réactions, dans leur absence. Du fait de la polarisation de la classe politique, à son paroxysme depuis déjà pas mal de temps, en fait depuis l'élection de Trump, personne ne s'est avisé aux États-Unis d'exprimer sa différence sur ce point. Dans l'idée peut-être que cela ne servirait à pas grand-chose, sauf à s'aliéner les sionistes radicaux, légion dans ce pays. A la limite, cela se comprend que Trump, qui n'a jamais cessé d'être en campagne depuis son arrivée à la Maison-Blanche, il y a maintenant trois ans, fasse ce dernier cadeau à Netanyahu, puisque c'est de son maintien au pouvoir que va dépendre le sort de sa «solution» au conflit du Moyen-Orient, le fameux «contrat du siècle». En fait, c'est simple : pas de Netanyahu à la tête du gouvernement israélien, pas de contrat du siècle. Or Trump en a un grand besoin pour sa réélection. Ses adversaires démocrates eux aussi, sauf qu'eux-mêmes ne parient pas nécessairement sur les mêmes politiques israéliennes. Cela dit, le fait que l'administration Trump en vienne à reconnaître à Israël le droit d'établir des colonies sur des terres considérées comme palestiniennes au regard du droit international ne changent rien au statut de ces dernières. Il faudrait pour cela que la communauté internationale abonde dans le même sens qu'elle, ce qui est loin d'être le cas. En Palestine même, cependant, les conséquences ne seront pas négligeables. Maintenant que la droite israélienne se voit reconnaître par les États-Unis la propriété des colonies déjà installées, il est clair qu'elle va redoubler d'appétit dans sa stratégie de spoliation rampante des Palestiniens.

M. H.

L'innovation s'invite à la 4^e édition du Salon «Logistica» à Alger

■ La 4^e édition du Salon international du transport et de la logistique (Logistical-2019), en cours à Alger, se distingue par une forte participation de start-up et d'entreprises innovatrices.

Par Ihsane D.

Parmi la soixantaine d'entreprises, publiques et privées, présentes au Salon «Logistica-2019», animé du 18 au 21 novembre au Palais des expositions (Pins maritimes), figurent de nombreuses start-up et entreprises innovatrices, montées par de jeunes porteurs de projets. Parmi ces entreprises, une start-up spécialisée dans les réseaux informatiques et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), lancée en avril 2019 par deux jeunes porteurs de projets, baptisée «Opticharge» et qui active dans le domaine des transports et de la logistique. Cette micro-entreprise a mis en place une plateforme électronique permettant de relier les expéditeurs et les transporteurs de marchandises en temps réel, à travers une application mobile et un site web. Le but de cette solution innovante est de créer une connexion entre les différents acteurs (usines, transporteurs, livreurs, démarcheurs), de repérer les opportunités de transport



offertes et donc faciliter et réduire le coût du transport, a expliqué à l'APS le co-fondateur de l'entreprise, Ahmed Badaoui. «Les transporteurs reviennent souvent vides après avoir livré la marchandise, notamment sur les longues distances, donc, cette application offre l'opportunité de trouver un autre expéditeur à proximité du dépôt de la première livraison et revenir avec une nouvelle marchandise», a-t-il expliqué. Estimant que les coûts de transport de marchandises étaient «chers» en Algérie, M. Badaoui a affirmé que l'application a permis de réduire les frais de 30 à 40 % sur des expériences déjà réalisées depuis son lancement. Cette start-up gère actuellement un portefeuille de 150 livreurs possédant une flotte de plus de 2 000 semi-remorques et une centaine d'entreprises expéditrices (usines) à travers le territoire national. Interrogé sur les difficul-

tés rencontrées, cet ingénieur a souligné «la simplification des procédures pour pouvoir travailler avec les entreprises publiques», affirmant que la plupart des adhérents sont des entreprises privées activant dans les industries du ciment, de l'agroalimentaire, du papier et des produits hygiéniques. Présenté au même salon, une autre entreprise, spécialisée dans le domaine de la logistique, a également présenté une solution innovante de construction d'unité de fabrication et d'entrepôt de stockage sur port sec ou maritime à usage temporaire ou durable avec comme matière première la charpente en PVC. Permettant de réduire les coûts et délais de réalisation, cette solution permet la rapidité d'exécution et d'installation, adaptabilité à la majorité des natures de sols et aux conditions climatiques, mais également une mobilité des infrastructures réali-

sées, car démontables et transférables, a expliqué le responsable marketing et communication de l'entreprise Astalavista, Khalil Dahane. Selon lui, de plus en plus d'opérateurs recourent à ce genre de solution pour construire des entrepôts de stockage, ce qui leur permet de réduire les coûts, mais également investir moins et gagner du temps, ajoutant que la qualité des produits proposés répond aux normes internationales avec un taux d'intégration local de 50 %. Cette technique permet à l'entreprise de construire des bâtiments industriels et entrepôts de stockage jusqu'à 25 mètres de hauteur, 80 mètres de largeur et un nombre indéfini en longueur, selon les besoins des opérateurs, sans recourir au génie civil. Elle permet également la réalisation de structures avec l'isolation thermique pour chambres froides ou des espaces chauffés comme

c'est le cas du stockage de la banane. A rappeler que «Logistical-2019» permet aux différents acteurs intervenant dans la chaîne logistique et le transport de marchandises d'exposer leurs offres de services. Il est organisé avec l'objectif d'offrir l'opportunité pour les opérateurs économiques d'améliorer leur maîtrise en tant qu'acteurs de la chaîne logistique et des transports, de créer des synergies avec d'autres professionnels et rencontrer de nouveaux clients. Le salon permet également aux entreprises publiques et privées de consolider leurs réseaux existants en élargissant leur maîtrise des coûts de gestion logistique dans un espace de compétition et d'offrir des prestations induites par les récentes modifications des modes et techniques de transports existantes déployées par des leaders internationaux.

I. D./APS

Eucoco/Sahara occidental

Mettre fin à l'occupation et ouvrir une nouvelle page d'histoire

La 44^e édition de la Conférence Européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) prévue vendredi et samedi prochains à Vitoria-Gasteiz (Espagne), sera l'occasion pour lancer un appel qu'il était temps de mettre fin à l'injustice, l'illégalité et l'occupation marocaine au Sahara occidental, et d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire, estiment les organisateurs de ces assises. La Conférence Eucoco, organisée chaque année dans une ville européenne depuis 1975, année du début du conflit, sera tenue cette année sous le slogan, «1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance. La décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la paix et la stabilité dans la région». Les Eucoco sont sans doute le rendez-vous annuel le plus important du mouvement de solidarité européen avec le peuple sahraoui. «Il faut dire d'entrée, que bien que l'on continue à utiliser le terme euro-

péen, il y a longtemps que les Eucoco possèdent une dimension internationale, et qu'y participent des organismes et des personnes venant des cinq continents, avec une présence de participants européens plus importante», ont souligné d'emblée les organisateurs. Plus de 500 personnes, des représentants de gouvernements qui reconnaissent la République arabe sahraouie démocratique (RASD), des députés/es et des élus/es européens et nationaux, des gouvernements des Communautés autonomes, des députations et des municipalités de l'Etat espagnol, des organisations politiques et syndicales, des ONG et des associations d'amitié avec le peuple sahraoui, dont le Comité national algérien de soutien au peuple sahraoui (Cnasp), participent chaque année à ce rendez-vous incontournable de solidarité. Le peuple sahraoui est également représenté au plus haut niveau par plusieurs autori-

tés du Gouvernement sahraoui dans ces conférences auxquelles prennent également part des ambassadeurs et des délégués de nombreux pays.

Une dette historique, morale et politique envers le peuple sahraoui

Les raisons de choisir le Pays basque, «Palais des Congrès Europa» à Vitoria-Gasteiz, ont été nombreuses, souligne la Commission organisatrice sur son site internet, expliquant que «de plus, le confort au niveau des accès et des infrastructures en fait le lieu idéal». La Commission a ajouté que «le mouvement associatif et solidaire possède de la force et de l'importance, comme il a été démontré dans l'organisation d'une Eucoco précédente, ce qui sera de nouveau mis en évidence dans cette édition si spéciale, comptant une fois de plus sur le soutien de

l'Intergroupe Paix et Liberté pour le Sahara occidental du Parlement basque, de l'Agence basque de coopération pour le développement, d'Euskal Fundoa ainsi que le soutien de ses institutions les plus significatives, la Municipalité de Vitoria-Gasteiz et la Députation régionale de l'Alava». «La ville de Vitoria-Gasteiz réunit toutes les conditions pour accueillir la 44^e édition de l'Eucoco, et sera à la hauteur de cet événement international important, auquel on attend plus de 500 personnes, venues de tous les points de l'Etat espagnol et de l'étranger», ont affirmé les organisateurs, rappelant que «la tenue de la Conférence coïncide avec le 44^e anniversaire des Accords tripartites illégaux signés à Madrid, à travers lesquels le dernier gouvernement de la dictature abandonnait et trahissait le Peuple sahraoui». Et d'ajouter : «44 ans après, nous pensons et nous sommes certains que la ville de Vitoria-

Gasteiz restera comme le symbole, suite à cette Eucoco, des Accords de Liberté et de l'indépendance du Peuple sahraoui, de la défense de la légalité internationale et des Droits humains et de l'élaboration de la Déclaration de Vitoria-Gasteiz dans laquelle sera écrit que l'Etat espagnol possède une dette historique, morale et politique envers le Peuple sahraoui, depuis l'année 1975». C'est pour cette raison, soutiennent les organisateurs, que «nous demandons le soutien de l'ensemble de la société basque et de ses Institutions et organismes, afin que cette 44^e édition de l'Eucoco soit la plus importante parmi celles qui se sont tenues jusqu'ici. Son succès sera celui de tous ceux qui ont contribué à ce que cela soit possible, tous ceux qui croient en la Justice et la Liberté, ce sera le succès du Peuple sahraoui».

Hafid N.

Recettes douanières

Hausse de plus de 5% durant les neuf premiers mois

■ Les recettes douanières de l'Algérie se sont établies à 781,97 milliards de dinars durant les neuf premiers mois de 2019, contre 741,52 mds de dinars à la même période en 2018, en hausse de 5,46%, a appris mercredi l'APS auprès de la direction générale des Douanes.



PHOTO

Par Lyes B.

Cette amélioration s'explique, essentiellement, par les recouvrements «exceptionnels» qui ont été réalisés, au titre des régulations, par les recettes des

Douanes du port d'Alger au cours de cette période qui s'élève à 127,95 mds de dinars. Les recettes perçues par les Douanes ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 670,88 mds de dinars, contre 640,54 mds de dinars, en hausse

de 4,74 % durant la période de comparaison. Selon la même source, les recettes affectées au budget de l'Etat ont représenté une part de 85,79% de l'ensemble des recouvrements des Douanes durant les neuf premiers mois de 2019. La part des

recettes allouées à la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL) est de 68,44 mds de dinars, contre 64,57 mds de dinars, en augmentation de près de 6% durant la même période de comparaison. Selon la DGD, les recettes

destinées à la Caisse nationale des retraites (CNR) se sont établies à 37,59 mds de dinars, contre 31,09 mds de dinars, en hausse aussi de près de 21%, ont précisé les données de la Direction des Etudes et de la Prospective des Douanes (DEPD). Quant aux recettes destinées aux Comptes d'affectation spéciales (CAS), elles se sont établies à 4,25 mds de dinars, contre 3,83 mds de dinars, enregistrant, ainsi une augmentation de 10,76%. De janvier à septembre derniers, les recettes affectées aux communes ont totalisé 811,62 millions de dinars, contre 1,472 md de dinars, soit une baisse de près de 44,9% par rapport à la même période de l'année dernière. En 2018, les recettes douanières avaient atteint 1.026,28 mds de dinars, contre 1.005,81 mds de dinars en 2017, en hausse (+2,03%). Près de 86% du total de ces recouvrements ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 882,13 mds DA.

L. B.

Manifestation économique-commerciale à Tindouf

Le «Mouggar» amorce d'une coopération avec les pays africains voisins

La manifestation économique-commerciale «Mouggar» constituait l'amorce d'une véritable coopération avec les pays africains voisins, ont estimé hier les participants à une rencontre sur «les perspectives d'investissement à Tindouf, au lendemain de l'ouverture du poste frontalier algéro-mauritanien «Mustapha Benboualid». Les participants (universitaires, chercheurs et opérateurs) à cette rencontre tenue au Centre universitaire de Tindouf ont mis l'accent sur l'importance de ce type de manifestations économiques et leurs retombées positives sur la promotion de l'investissement, qu'il soit local ou en faveur des pays africains voisins. La chercheuse universitaire en management, Nadjat Benghenami a estimé que

la relance de la manifestation économique «Mouggar» après une absence de plus de 45 ans, est une bonne occasion pour les opérateurs économiques des pays africains du voisinage de donner une impulsion à leur développement économique et à des échanges commerciaux qui soient à la hauteur de leurs potentiels et qui renforcent leur partenariat. Cette manifestation économique et commerciale, qui sera accueillie à l'avenir par d'autres pays africains et qui est appelée à contribuer à la consolidation de l'accroissement de leur PIB, «doit amener les différents partenaires vers des initiatives entrepreneuriales hors secteur des hydrocarbures», a-t-elle souligné lors de cette rencontre initiée par la Chambre de commerce

et d'industrie «Tafakoumt» de Tindouf. L'intervenante a également mis en exergue le rôle important des zones frontalières ainsi que du poste frontalier pour la promotion du produit local et l'attrait des investissements vers la wilaya de Tindouf. Le président de la chambre de commerce et d'industrie «Tafakoumt», Nouh Abiri a présenté, de son côté, le poste frontalier algéro-mauritanien comme étant un élément ayant favorisé la relance du «Mouggar» et dont il est attendu une contribution à la dynamisation des échanges commerciaux avec les pays de l'Afrique de l'Ouest. Il a, dans le même cadre, mis en avant l'importance de la réalisation d'une route reliant ce poste frontalier à la ville de Zouiret (Mauritanie) afin d'impul-

ser les échanges bilatéraux. M.Abiri a évoqué, en outre, l'ouverture de la voie aux investissements dans la région de Tindouf, tout en louant la décision de reprise du «Mouggar», une manifestation qui avait par le passé longtemps animé la scène commerciale, rappelant, à titre illustratif de son impact, que Tindouf partage de longues frontières avec des pays d'Afrique de l'Ouest totalisant plus de 300 millions d'habitants. Une centaine d'opérateurs d'Algérie et de pays africains voisins (Mauritanie, Mali, Niger et République arabe sahraouie démocratique) prennent part à la manifestation économique «Mouggar» (Tindouf, 16-23 novembre). Pour les organisateurs, ce rendez-vous économique constitue une opportunité

de développement des échanges commerciaux, de mise en place à Tindouf d'une plateforme logistique permettant de réunir les conditions nécessaires au transport de marchandises, à leur stockage et aux procédures douanières afférentes, en plus de générer des ressources à la commune de Tindouf et d'offrir aux opérateurs algériens un cadre de promotion de la production nationale à l'export. Le «Mouggar» est organisé conjointement par la société algérienne des foires et exportations (Safex), le groupe de transport de marchandises et de logistique (LogiTrans) et les Chambres de Commerce et d'industrie des pays participants. **Yahia D.**

Marchés des changes

L'euro en légère baisse face au dollar

L'euro baissait légèrement mardi face au dollar dans un marché calme qui digère notamment les nouvelles informations sur les relations sino-américaines et en attendant la publication du compte rendu de la dernière réunion de la Fed. Hier matin, l'euro perdait 0,11% face au billet vert, à 1,1066 dollar. «Le marché des changes reste calme tandis que les risques autour des relations entre les Etats-Unis et la Chine, mais aussi des élections au Royaume-Uni se renforcent», ont résumé Lee Hardman et Fritz Louw, analystes. Le Sénat américain a adopté avant-hier à l'unanimité un texte soutenant les «droits de l'Homme et la démocratie» à Hong Kong, provoquant la colère de Pékin qui a convoqué un haut diplomate américain. Au Royaume-Uni, le

Premier ministre britannique Boris Johnson et le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn se sont écharpés mardi soir sur le Brexit, pour leur pre-

mier débat télévisé. Plus tard dans la journée, les investisseurs prendront connaissance du compte-rendu de la précédente réunion de politique monétaire

de la Réserve fédérale américaine (Fed). «Bien que les minutes pourraient réaffirmer que la Fed a terminé son assouplissement (monétaire) pour cette année, les

détails à propos d'éventuelles divisions parmi les membres (du comité) seront scrutés», a expliqué Samuel Siew, analyste.

R.N.

Pour augmenter les exportations

Le Chili prend des mesures au profit des PME

Le gouvernement chilien a dévoilé une série de mesures destinées à venir en aide aux petites et moyennes entreprises (PME) dans le secteur des exportations, qui a été affecté par la crise politique récente. Ce plan consacre 4,5 millions de dollars à 2.000 entreprises exportatrices à court et moyen terme, a révélé au cours d'une conférence de presse Jorge O'ryan, le directeur de ProChile, une agence officielle dédiée à la promotion des exportations chiliennes. Ces mesures comprennent une simplification des procédures d'exportation, le suivi des opérations, une offre de soutien logistique associée à une

activité de conseil afin d'améliorer les échanges commerciaux, et une assistance pour mettre en contact les producteurs avec les consommateurs. De plus, le gouvernement donnera la priorité à la participation aux événements commerciaux et aux forums internationaux qui auront lieu en 2020, «afin d'être présents à l'international avec nos dirigeants d'entreprises», a dit M. O'ryan. D'après ProChile, quelque 84% des PME exportatrices ont été affectées par les manifestations, la majorité d'entre elles souffrant d'un déficit de production et de liquidités, ainsi que d'une incapacité à honorer leurs commandes. Elles

ont eu aussi à faire face à l'absentéisme de leurs employés, à des difficultés logistiques, et même à des dégradations de leurs locaux. La plupart des compagnies concernées par ces problèmes sont implantées dans la capitale Santiago ainsi que dans d'autres centres urbains. Les exportateurs de fruits, de poisson, de fruits de mer ont été les plus durement touchés. La vague de contestation qui s'est répandue dans tout le Chili a été déclenchée par une hausse des tarifs du métro, et a ensuite enflé au point de devenir un mouvement de protestation contre la vie chère et le manque d'opportunités.

ont eu aussi à faire face à l'absentéisme de leurs employés, à des difficultés logistiques, et même à des dégradations de leurs locaux. La plupart des compagnies concernées par ces problèmes sont implantées dans la capitale Santiago ainsi que dans d'autres centres urbains. Les exportateurs de fruits, de poisson, de fruits de mer ont été les plus durement touchés. La vague de contestation qui s'est répandue dans tout le Chili a été déclenchée par une hausse des tarifs du métro, et a ensuite enflé au point de devenir un mouvement de protestation contre la vie chère et le manque d'opportunités.

ont eu aussi à faire face à l'absentéisme de leurs employés, à des difficultés logistiques, et même à des dégradations de leurs locaux. La plupart des compagnies concernées par ces problèmes sont implantées dans la capitale Santiago ainsi que dans d'autres centres urbains. Les exportateurs de fruits, de poisson, de fruits de mer ont été les plus durement touchés. La vague de contestation qui s'est répandue dans tout le Chili a été déclenchée par une hausse des tarifs du métro, et a ensuite enflé au point de devenir un mouvement de protestation contre la vie chère et le manque d'opportunités.

Sérine N.

Barrages de Mascara

Un apport de plus de 3,5 millions m³ d'eau en cinq jours

■ Les barrages de la wilaya de Mascara ont été renforcés d'un apport de 3,5 millions de mètres cubes d'eau à la faveur des précipitations enregistrées durant les cinq derniers jours, a-t-on appris mardi de la direction des ressources en eau.

Par Akila Gh.

Le chef de service irrigation par intérim, Djamel Bekhtiyar, a indiqué que les stocks des cinq barrages ont augmenté à 42 millions m³, ce qui représente une quantité importante eu égard à la situation de ces ouvrages dans les derniers mois à cause de la sécheresse.

Il a fait savoir que le barrage de Chorfa situé à proximité de la ville de Sig a vu ses réserves augmenter à 17,7 millions m³, celui de Ouizert à 8,2 millions m³ au même niveau que celui du barrage de Bouhanifia, alors que celui de Fergoug proche de Mohammadia a atteint 800 000 m³ (sa capacité extrême actuellement) à cause de son envasement).

Le remplissage du barrage de Oued Taht à l'ouest de la wilaya implanté à la frontière avec la wilaya de Relizane constitue une grande aubaine pour la population et les agriculteurs des régions d'Ain Frah et d'Oued El Abtal. Avec un niveau de 7 millions m³ à la première année de sa réception en début d'année en cours, il alimente les popula-

tions de la daïra d'Oued El Abtal en eau potable et irrigue la vallée de Kechout dans la commune d'Ain Frah.

La pluviométrie enregistrée dans la wilaya de Mascara a atteint, depuis le début du mois de novembre, 56,1 millimètres

augurant d'un espoir pour les agriculteurs.

A. Gh./APS



Constantine Déploiement de plus de 200 km de fibres optiques depuis le début l'année en cours

Plus de 200 km de réseaux de fibres optiques ont été déployés à travers les différentes communes de la wilaya de Constantine depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi du directeur opérationnel technique (DOT) d'Algérie Télécom (AT). Au cours des dix derniers mois, la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de Constantine a réalisé une extension du réseau des télécommunications et modernisé les prestations téléphoniques en posant 200 km de fibres optiques à travers différentes communes de la wilaya, a indiqué à l'APS Mohamed Imoussain. Ces opérations ont permis d'étendre la

couverture par cette nouvelle technologie à plus de 2 700 km de liaisons en fibres optiques à travers toutes les communes, notamment dans des zones éloignées dotées des services de la téléphonie, d'internet à haut débit et d'autres prestations de haute qualité, en sus d'un accès à divers services électroniques, administratifs et postaux. Au cours de la même période, plusieurs institutions économiques et administratives, notamment des banques, des agences immobilières et des sociétés versées dans le domaine des télécommunications, ont été raccordées au réseau de la fibre optique afin d'améliorer les pres-

tations fournies aux citoyens, a précisé la même source. La dotation des abonnés d'Algérie Télécom de la fibre optique vise essentiellement à renforcer le réseau et de mettre fin aux coupures enregistrées dans quelques localités, ainsi que de raccorder plusieurs zones éloignées au réseau de télécommunications, a assuré le même responsable, soulignant que la direction d'AT ambitionne d'augmenter la bande passante de manière à garantir des services de qualité aux citoyens. M. Imoussain a affirmé que «les efforts consentis par la direction opérationnelle technique d'Algérie Télécom visent à amé-

liorer les services fournis à travers la généralisation de la couverture de la téléphonie fixe et sans fil de la 4G, ainsi que la fourniture d'internet à haut débit, notamment dans les zones enclavées de la wilaya». Dans le cadre de l'amélioration des conditions d'accueil des abonnés, plusieurs agences commerciales principales et secondaires à travers le territoire de la wilaya sont en cours de réhabilitation, selon le DOT d'Algérie Télécom de Constantine. A noter que la wilaya de Constantine compte actuellement dix agences commerciales d'Algérie Télécom ainsi que dix points de maintenance et de production qui totalisent 1 050 employés.

Samah T.

Tissemsilt

Irrigation de près de 9 000 ha de terres la saison écoulée

Plus de 8 983 hectares de terres agricoles ont été irrigués dans la wilaya de Tissemsilt lors de la saison agricole 2018-2019, a-t-on appris mardi du directeur des services agricoles, Ali Fenazi.

Présentant un rapport sur son secteur aux travaux du conseil de l'exécutif de la wilaya, M. Fenazi a indiqué que les terres irriguées sont réservées aux céréales, légumineuses, arbres fruitiers, maraîchers d'arrière saison et fourrages destinés à l'élevage du bétail.

Les sources d'irrigation de la wilaya sont diversifiées comme

les barrages, les retenues collinaires dont les barrages de Bougara et Meghila, les forages et les oueds, a-t-il fait savoir, soulignant que la saison agricole écoulée a enregistré l'irrigation d'appoint de plus de 190 ha de terres de céréales sur une surface programmée de 700 ha.

Le directeur des services agricoles a rappelé que les terres agricoles touchées par l'irrigation d'appoint la saison écoulée étaient loin des objectifs et prévision en raison de la réticence et le désintérêt des producteurs pour cette technique d'irrigation. Il a révélé que la surface agrico-

le globale des périmètres irrigués des barrages de Bougara et Meghila a atteint plus de 500 ha à la même période sur un total de 1 729 ha, estimant que cette surface est insuffisante eu égard aux potentialités disponibles en irrigation agricole dans la wilaya.

La direction des services agricoles œuvre, en collaboration avec celle des ressources en eau, à l'extension des terres irriguées dans la wilaya à 13 000 ha en 2020 en vue de réhabiliter les infrastructures hydrauliques anciennes, notamment dans les périmètres des barrages de

Bougara et Meghila et exploiter les infrastructures prévues durant le quinquennat en cours.

Le wali, Salah El Affani, a insisté, lors de cette rencontre, sur l'intensification de la sensibilisation et du travail de proximité au profit des agriculteurs activant aux environs des barrages en vue de les exhorter à l'extension des terres irriguées, tout en recommandant les responsables de la chambre d'agriculture de la wilaya à fournir davantage d'efforts pour inciter les agriculteurs de la région à une exploitation optimale des périmètres d'irrigation de la région.

Ali T.

Guelma

Raccordement de 190 foyers du village Badji-Mokhtar au réseau de gaz naturel

Cent quatre-vingt-dix foyers du village Badji-Mokhtar dans la commune de Medjaz Sefa (Guelma) ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans le cadre de la célébration du 65^e anniversaire de la mort du chahid membre du groupe historique des 22 dont le nom est porté par ce village. Après la commémoration de la mort de ce chahid par des délégations des deux wilayas de Guelma et Souk Ahras, Kamel Abla, wali de Guelma, a présidé la mise en service du réseau d'alimentation en gaz naturel à l'agglomération «Meiha Berda 1, 2» relevant que le raccordement de ce village de 1 000 habitants a nécessité la pose de 6,5 km de canalisations pour 600 millions DA dégagés du

budget de wilaya 2018. Les délégations de deux wilayas se sont rendues sur le lieu où le chahid était tombé au champ d'honneur le 19 novembre 1954 au côté de la première chahida de la révolution de novembre Dzaïr Chayeb à la ferme Delli Benchouaf à 3 km de la RN-16 sur les limites des deux wilayas de Guelma et Souk Ahras.

La cérémonie qui s'est déroulée en présence du champion olympique Toufik Mekhloufi et de nombreux citoyens a donné lieu à la distinction de membres de famille du chahid et à la tenue d'une exposition de photos historiques. Dans son allocution, le secrétaire de wilaya de l'organisation nationale des moudjahidine de Guelma,

Messaoud Rekik, a évoqué le courage de Badji Mokhtar et ses compagnons durant la bataille de Rekakma les 19 et 20 novembre 1954 qui s'était étendue jusqu'à la ferme Delli Benchouaf où, encerclés, ces héros avaient refusé de se rendre. Né le 17 octobre 1919 à Annaba au sein d'une famille de savoir, Badji Mokhtar a fait ses études primaires à Annaba avant de se rendre à Souk Ahras puis rejoindre les maquis de Guelma. Des activités de célébration ont été organisées à Souk Ahras où une gerbe de fleurs a été déposée sur la stèle commémorative dressée au chef-lieu de cette wilaya en présence des autorités civiles et militaires.

H. Y.

Objet d'un mandat d'arrêt El Tarf : arrestation d'un baron de la drogue

LES SERVICES de la police de la daïra de Bouteldja (El Tarf) ont appréhendé un baron de la drogue, objet d'un mandat d'arrêt pour son implication dans diverses affaires de trafic de drogue, a-t-on appris, mardi, auprès de la sûreté de wilaya.

Le présumé suspect, un trentenaire, originaire de la ville d'El Tarf, a été arrêté après filature, au niveau d'une maisonnette située à Bouteldja, où il se cachait, a précisé la même source.

Ce trafiquant de drogue, multi récidiviste, était activement recherché par les services de police et de la justice devant lesquels il aura à répondre du chef d'inculpation de «trafic de drogue» et de «port d'armes prohibées», a-t-on ajouté de même source.

Lors de l'arrestation de cet individu, les services de police ont également appréhendé deux autres dealers recherchés par la justice, a-t-on indiqué, signalant que les mis en cause ont été traduits devant le tribunal d'El Tarf pour répondre des griefs qui leurs sont reprochés.

R. F.

Libye

L'OIM déplore la frappe aérienne meurtrière contre une usine

■ Au moins sept civils ont trouvé la mort, dont cinq travailleurs étrangers, et 30 autres migrants blessés lors d'un raid aérien, lundi à Wadi Rabii, en banlieue de la capitale libyenne Tripoli, a déclaré l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans un communiqué rendu public mardi à Genève.

Hacène B.

« Les civils ne sont pas une cible et leur sécurité doit être garantie par toutes les parties au conflit », a souligné l'agence onusienne.

La banlieue sud de Tripoli est le théâtre de combats depuis avril dernier avec l'offensive du général à la retraite, Khalifa Haftar pour s'emparer de la capitale libyenne, siège du Gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale. Selon l'OIM, des centaines de civils sont morts dans ces affrontements, dont 53 migrants tués lors d'un bombardement sur un centre de détention en juillet dernier.

Cette dernière attaque est « un rappel brutal des conditions hostiles et des risques auxquels les migrants et les communautés locales sont confrontés quotidiennement », a ajouté le communiqué.

Environ 128 000 civils ont été déplacés à la suite des combats dans ce pays. Selon un tableau de l'OIM en Libye sur les personnes déplacées, il y a plus de 110 000 migrants à Tripoli et dans les environs. Il y a également 2 000 autres migrants et réfugiés dans des centres de détention, « qui restent en danger à mesure que les affrontements se poursuivent dans la capitale ».

Raid contre Tripoli :



L'OIM rappelle les risques encourus par les civils

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a déploré mardi la frappe aérienne meurtrière contre une usine à Wadi Rabii, dans la capitale libyenne Tripoli, rappelant que les civils paient un lourd tribut depuis le début de la dernière vague de violence en avril.

Au moins sept civils ont été tués, dont cinq travailleurs étrangers, et 30 autres migrants blessés lors d'un raid, lundi en banlieue sud de Tripoli, indique l'OIM qui reprend un bilan du ministère de la Santé.

H. B./APS

Tunisie

Début des concertations officielles pour la formation du nouveau gouvernement

Le Chef du gouvernement tunisien désigné, Habib Jamli, a entamé, mardi, les concertations officielles pour la formation du gouvernement en recevant une délégation du parti Qalb Tounes, conduite par Nabil Karoui, selon des médias locaux. Habib Jamli a déclaré, peu avant le lancement des concertations, qu'il rencontrera dans une première étape les représentants des partis puis, dans une seconde étape, ceux des organisations nationales ainsi que des compétences nationales. Le Chef du gouvernement désigné avait affirmé, dans des déclarations précédentes, que ces concertations « concernent tous les partis sans exception sauf ceux qui s'excluent eux-mêmes ». Elles seront menées selon le nombre de sièges obtenus au Parlement. « La compétence et l'intégrité seront les critères de choix des membres du nouveau gouvernement », a-t-il dit.

Pour sa part, le président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi – dont le parti a proposé la candidature de Habib Jamli pour la formation du nouveau gouvernement – a indiqué que « selon ses propres estimations, Qalb Tounes n'était pas concerné par la participation au gouvernement en concrétisation des promesses faites avant par le mouvement ». Le porte-parole d'Ennahdha, Imed Khemiri, a affirmé, quant à lui, que son parti « n'est pas en négociation avec Qalb Tounes et n'engagera pas des négociations avec lui ». « C'est au Chef du gouvernement désigné

de mener des concertations avec les parties politiques pour la formation d'un gouvernement de compétences », a-t-il fait valoir. Le président de la République, Kais Saïed, avait remis, le 15 novembre courant, au candidat au poste de Chef du gouvernement Habib Jamli, proposé par le mouvement Ennahdha, une lettre de mission pour former le nouveau cabinet. L'ex-Chef du gouvernement, Youcef Chahed, a été chargé, vendredi dernier par le président Kais Saïed, d'expédier les affaires courantes en attendant la formation du nouveau gouvernement.

La Tunisie met en garde contre les graves conséquences de la légalisation de la colonisation dans les territoires arabes occupés

La Tunisie a mis en garde mardi contre les « graves conséquences » de la colonisation dans les territoires arabes occupés, affirmant que sa légalisation, sous quelque prétexte que ce soit, « est nulle du point de vue légal et improductive » et constitue « une violation flagrante des conventions et normes internationales », de nature à détruire la base légale de tout règlement juste de la question palestinienne.

Dans une déclaration publiée mardi soir, le ministère des Affaires étrangères a estimé que la Tunisie met en garde contre une amplification de la tension, de la vio-

lence et de l'instabilité dans la région, la dissipation de tout espoir de parvenir à une paix juste, globale et réelle pour la cause palestinienne et l'encouragement des forces d'occupation à poursuivre la politique d'annexion des territoires palestiniens occupés et imposer une politique du fait accompli par la force militaire.

« La Tunisie réaffirme sa position de soutien indéfectible au peuple palestinien frère dans sa lutte pour restaurer tous ses droits légitimes sans limitation, en premier lieu l'établissement d'un Etat indépendant avec Al Qods pour capitale », souligne la déclaration.

Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères a affirmé que la Tunisie, qui croit à la justice pour la cause palestinienne, « n'épargnera aucun effort pour la défendre dans toutes les instances régionales et internationales et pour soutenir tous les efforts visant à trouver un règlement juste qui rétablisse les droits des Palestiniens et assure la sécurité, la stabilité et une paix durable dans la région ».

A cet égard, la Tunisie a appelé la communauté internationale, en particulier les Nations unies, à assumer leurs responsabilités juridiques et morales afin de respecter la Charte des Nations unies, le droit international humanitaire et les résolutions de la légitimité internationale, et de rejeter toute position en contradiction avec les principes juridiques établis.

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a déclaré lundi que son pays ne considèrerait plus les colonies israéliennes

dans les territoires occupés comme « contraires au droit international », alors que l'Union européenne considère toujours que les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont illégales au regard du droit international et réduisent les chances d'une paix durable, selon les déclarations de ses responsables.

Lors de sa session mensuelle sur le Moyen-Orient, le Conseil de sécurité des Nations unies devait examiner hier la déclaration de Washington sur la « légitimité » des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie occupée.

Arrestation de cinq étrangers à la frontière tuniso-libyenne

Cinq étrangers ont été arrêtés dans le gouvernorat de Médenine, alors qu'ils tentaient de traverser clandestinement la frontière terrestre entre la Libye et la Tunisie, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, rapporte l'agence TAP. Une patrouille appartenant à la Garde nationale à Médenine a réussi lundi à arrêter cinq personnes de différentes nationalités africaines, sans papiers d'identité et sur le point de franchir illégalement la frontière terrestre entre les deux pays, précise le communiqué. Le parquet a ordonné l'ouverture d'une procédure judiciaire pour « entrée illégale sur le territoire tunisien » et d'engager des poursuites à leur encontre.

Moncef T.

Sahara occidental

Élan de solidarité en Europe pour mettre fin à l'occupation marocaine

La 44^e édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucooc), prévue vendredi et samedi prochains à Vitoria-Gasteiz (Espagne), intervient à un moment où le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui dans sa lutte pour son indépendance ne cesse de s'élargir et de se renforcer sur le continent européen. Pour cette 44^e édition, sur le plan européen, les actions de solidarité avec les

Sahraouis dans leur lutte pour l'indépendance ne cessent de se multiplier, pour apporter un soutien concret afin de mettre un terme à cette occupation marocaine illégale, et permettre au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination garanti par toutes les résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité. Dans ce contexte, vendredi dernier, les participants à la Conférence tenue au Sénat français à Paris sur la sou-

veraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles, se sont engagés à mener « toutes les actions nécessaires en direction de l'UE pour que s'appliquent les arrêts de la Cour de Justice européenne (Cjue) pour la préservation des ressources du peuple sahraoui et ce jusqu'à son indépendance ». Dans une déclaration finale, les participants se sont réjouis du succès de cette conférence, qui a permis à nouveau d'affirmer de manière claire « la

souveraineté du peuple sahraoui sur l'ensemble de ses ressources naturelles ». La Conférence de Paris, organisée aussi par l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Aarad), « poursuit la réflexion déjà menée en octobre 2018 à Gouffreville-l'Orcher et s'inscrit dans le cadre du travail mené par les conférences annuelles de l'Eucooc, celle de Paris-Vitry en 2017 et la suivante tenue à Madrid en 2018 ». Amine H.



Moyen-Orient

Frappes aériennes de «grande ampleur» d'Israël contre des sites militaires en Syrie

■ L'armée israélienne a revendiqué tôt hier matin une série de frappes aériennes de " grande ampleur " contre des sites militaires en Syrie, qui ont tué au moins 11 «combattants» selon une ONG, " en réponse " à des tirs de roquettes la veille. Mardi, le système de défense antimissile israélien avait intercepté quatre roquettes tirées de Syrie «par des éléments iraniens» en direction du nord d'Israël, selon l'armée israélienne.

Par Rosa C.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre, avait de son côté fait état de premières frappes israéliennes de représailles dans la journée. Hier matin, l'armée israélienne a revendiqué de nouvelles frappes, de «grande ampleur», contre des positions du régime syrien et des forces iraniennes Al-Qods en Syrie, pays allié de l'Iran, le grand ennemi régional d'Israël. «Celui qui nous frappe nous le frapperons! C'est ce que nous avons fait cette nuit contre des cibles militaires syriennes et des forces al-Qods iraniennes en Syrie», a déclaré le Premier ministre Benjamin Netanyahu, actuellement au cœur d'intenses tractations pour se maintenir au pouvoir. Les avions

de chasse israéliens ont, selon l'armée, frappé une «dizaine de cibles militaires» en Syrie, incluant des entrepôts et des centres de commandement militaires. Selon OSDH, 11 combattants, dont sept étrangers ont été tués dans ces raids nocturnes israéliens. «Nous ne pouvons pas confirmer si les sept étrangers sont tous Iraniens ou des combattants pro-iraniens de diverses nationalités», a précisé à l'AFP le directeur de cette ONG, Rami Abdel Rahmane, qui a aussi fait état de quatre civils blessés dans ces frappes. «Ça été bref et très intense», a pour sa part déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée israélienne, Jonathan Conricus. «La principale cible a été "l'édifice de verre"» situé dans le «périmètre militaire de l'aéroport international de Damas», selon lui. «Il s'agit du principal immeuble qui sert aux Gardiens de la Révolution (...) pour



R.L. > D.R.

coordonner le transport de matériel militaire de l'Iran à la Syrie et au-delà», a ajouté ce responsable. Les militaires israéliens, qui revendiquent rarement des attaques en sol syrien, ont indiqué qu'un «missile antiaérien syrien» avait au préalable «été tiré malgré des avertissements clairs de ne pas le faire». Selon l'agence officielle syrienne Sana, la

défense anti-aérienne a riposté à une «lourde attaque» de l'aviation israélienne et a «abattu» plusieurs missiles israéliens près de Damas. Un correspondant de l'AFP dans la capitale syrienne a entendu plusieurs fortes explosions. «A 01h20 (23h20 GMT) des avions militaires israéliens ont tiré un certain nombre de missiles près de Damas», a indi-

qué Sana, alors que l'agence libanaise ANI a elle évoqué des «avions de combats hostiles» ayant «simulé des raids à basse altitude au-dessus de Tyr», dans le sud du Liban. «Notre défense anti-aérienne a riposté à cette lourde attaque, a intercepté les missiles hostiles et a été en mesure de détruire la plupart» de ces missiles, a encore affirmé l'agence syrienne Sana, citant une source militaire. Elle n'a pas fait état de morts. L'armée israélienne a assuré que les frappes syriennes n'avaient «pas fait de victimes» côté israélien, et que «tous les pilotes étaient rentrés sains et saufs» à leur base. Mais elle a noté tenir le pouvoir à Damas «responsable» des actions sur son sol. «Nous sommes prêts pour différents scénarios», a ajouté l'armée israélienne qui avait mené en août une frappe en Syrie afin, selon elle, de prévenir une attaque au «drone kamikaze» que l'Iran préparait contre Israël. «Tout cela est très mauvais», a réagi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov, puissance alliée de la Syrie. Le raid israélien «contredit totalement le droit international», a-t-il jugé. R. C.



Commentaire

Oustrance

Par Fouzia Mahmoudi

L'ONU n'aura finalement pas tardé à réagir à l'annonce abracadabrante de l'administration américaine «légitimant» les colonies israéliennes illégales sur les Territoires palestiniens. «Le changement de position des États-Unis sur les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée n'a aucun impact sur le statut de ces implantations, qui sont considérées par les Nations unies comme contraires au droit international», a en effet immédiatement déclaré l'ONU hier. L'administration de Donald Trump, par la voix du chef de la diplomatie Mike Pompeo, est allée une fois encore cette semaine à l'encontre du consensus international sur le conflit israélo-palestinien en déclarant considérer désormais que «l'établissement de colonies de civils israéliens en Cisjordanie n'est pas en soi contraire au droit international». Mais «le changement de position d'un État ne modifie pas la législation internationale existante, pas plus que son interprétation par la Cour internationale de justice et le Conseil de sécurité», a rapidement déclaré Rupert Colville, un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme. Le Haut-Commissariat va «continuer de suivre la position de longue date des Nations unies qui est que les colonies israéliennes enfreignent la législation internationale», a-t-il ajouté. Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que les États-Unis ne considéreraient pas forcément comme légales les colonies israéliennes, mais s'en remettraient aux décisions de tribunaux israéliens. La plupart des colons vivent dans des colonies considérées comme légales par la justice israélienne. La position exposée par Mike Pompeo place les États-Unis, une fois encore, en contradiction avec la majeure partie de la communauté internationale, et avec les résolutions par lesquelles le Conseil de sécurité de l'ONU a considéré, cela fait déjà plusieurs années, les colonies comme illégales car établies en territoire occupé. L'Union européenne a elle aussi réagi par la voix de sa Haute représentante pour les affaires étrangères indiquant que «toutes les activités de colonisation sont illégales au regard du droit international et compromettent la viabilité de la solution à deux États et les perspectives d'une paix durable.» L'administration Trump continue ainsi de bouleverser la situation au Proche-Orient sans prendre en compte visiblement, ou ne se souciant pas, de millions de palestiniens touchés par des propos de ce genre. Les États-Unis restent la première puissance mondiale et ses prises de positions seront toujours partagées par de multiples États qui dépendent de son économie, faussant ainsi le débat sur des sujets extrêmement sensibles qui sont traités par l'administration Trump avec ce qui semble être une légèreté déconcertante. Reste à voir, si Trump venait à quitter en 2020 la Maison-Blanche si son successeur rétablira une politique plus équitable au Proche-Orient et corrigera les multiples faux pas et outrances du mandat du milliardaire Républicain. F. M.

Iran

Ali Khamenei tente de rassurer sur la situation dans le pays

Le guide suprême Ali Khamenei a affirmé que «l'ennemi» avait été repoussé en Iran, secoué depuis plusieurs jours par des manifestations violentes contre une hausse du prix de l'essence, qui auraient fait des dizaines de morts. Les manifestations ont été déclenchées vendredi soir quelques heures après l'annonce d'une réforme du mode de subvention de l'essence, censée bénéficier aux ménages les moins favorisés mais s'accompagnant d'une très forte hausse du prix à la pompe, dans un contexte de profonde crise économique. Elles ont commencé avec des blocages de routes dans les principales artères de Téhéran et ailleurs mais se sont rapidement étendues à au moins 40 villes et localités, où des stations-service ont été incendiées, des commissariats de police attaqués et des magasins vandalisés. Les autorités ont confirmé la mort de cinq personnes, dont trois membres des forces de l'ordre tués «à l'arme blanche» par des «émeutiers», mais l'ONG Amnesty International a affirmé mardi que plus de 100 manifestants auraient été tués. «Nous avons repoussé l'ennemi dans l'arène militaire. Nous avons repoussé l'ennemi dans la guerre politique», a dit l'ayatollah Khamenei dans un discours tard mardi soir. Le numéro un iranien n'a pas identifié cet «ennemi», mais les autorités ont

accusé ces derniers jours des puissances étrangères, notamment les États-Unis, leur ennemi juré, de fomenter les troubles. Les États-Unis, qui accusent l'Iran de tous les maux au Moyen-Orient et lui imposent des sanctions économiques asphyxiantes, ont apporté leur soutien aux manifestants. «Nous avons repoussé l'ennemi dans l'arène de la guerre sécuritaire ces derniers jours», a dit l'ayatollah Khamenei, affirmant que les troubles n'étaient pas le résultat d'un mouvement populaire. «Les actions récentes étaient un problème de sécurité, (elles n'émanaient) pas du peuple». L'agitation survient alors que l'Iran, pays pétrolier membre de l'Opep, traverse une grave récession alimentée par le retrait unilatéral des États-Unis en 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien et le rétablissement consécutif de lourdes sanctions américaines. Des dizaines de villes d'Iran, des plus grandes agglomérations du pays à des chefs-lieux de canton de quelques dizaines de milliers d'habitants, ont été touchées par les manifestations ayant rapidement dégénéré en émeutes. La télévision d'État iranienne, qui montre rarement des signes de dissidence en Iran, a diffusé des images de jeunes hommes masqués impliqués dans des accrochages avec les forces de sécurité. L'Iran est pratiquement coupé

du monde depuis samedi soir, et le gouvernement a averti qu'Internet ne serait rétabli qu'en cas de retour au calme durable. Du fait du black-out, la situation reste très difficile à évaluer à l'échelle du pays. Les funérailles des trois membres des forces de l'ordre tués sont prévues hier. «Nous sommes particulièrement alarmés par le fait que l'utilisation de munitions réelles aurait causé un nombre important de décès» en Iran, a déclaré mardi à Genève un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, Rupert Colville. «Des dizaines de personnes pourraient avoir été tuées», a-t-il ajouté, parlant également de «plus de 1 000» arrestations et exhortant «les autorités et les forces de sécurité à éviter de recourir à la force», et les manifestants «à manifester pacifiquement». Selon Amnesty International, «au moins 106 manifestants dans 21 villes ont été tués, selon des informations crédibles». Mais «le bilan véritable pourrait être bien plus élevé, avec des informations suggérant jusqu'à 200 (personnes) tuées». Enfin, malgré les fortes tensions entre Washington et Téhéran le porte-avions américain «USS Abraham Lincoln» a traversé sans incident mardi le détroit d'Ormuz, une première depuis la destruction le 20 juin d'un drone américain par l'Iran dans cette zone.

Forum de l'Unesco à Paris

Hassen Rabehi relève l'importance accordée par l'Algérie à la culture

■ Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassen Rabehi, a présenté, mardi à Paris, la politique culturelle de l'Algérie, soulignant l'importance accordée par les pouvoirs publics à ce domaine.



Par Adéla S.

Dans le cadre d'une interaction entre les ministres de la Culture et afin de consolider les échanges et la coopération, M. Rabehi a assisté, en qualité

de représentant de l'Algérie, au Forum des ministres de la Culture des pays membres de l'Unesco qui se tient tous les deux ans.

Il a fait valoir, à cette occasion, l'importance accordée par les pouvoirs publics à la culture.

Dans son intervention autour d'un panel auquel ont participé plusieurs ministres, M. Rabehi a fait remarquer que la Constitution algérienne «consacre le principe du droit à la culture en conformité avec les fondements de la Déclaration

universelle des Droits de l'Homme», soulignant qu'en Algérie «l'ensemble des citoyens ont accès à ce droit, en considération des principes de l'égalité des chances et de la reconnaissance de la diversité culturelle comme source de richesses et facteur contribuant à la cohésion sociale et au progrès».

Le droit à la culture, a-t-il ajouté, «favorise le dialogue et crée des passerelles entre les différentes composantes identitaires et les diverses expressions culturelles». La politique culturelle de l'Etat algérien, a-t-il relevé, «se nourrit des principes et se traduit par la liberté d'expression, d'innovation de création et d'association, la consécration de la langue amazighe, langue nationale et officielle au même titre que la langue arabe et l'institutionnalisation de plus de 170 festivals locaux, nationaux et internationaux, couvrant la diversité et les différentes expressions culturelles».

Il a rappelé, à ce propos, que l'Etat «accorde des soutiens

financiers aux associations à vocation culturelle».

Il a été procédé également à «l'enregistrement du patrimoine de musique lyrique et des traditions populaires, tout comme à l'édition et la réédition des livres portant sur le patrimoine culturel», a-t-il mentionné, ajoutant que «des moyens financiers ont été alloués par l'Etat à la restauration des sites historiques et ceux présentant une valeur culturelle, ainsi que l'inscription de sept formes d'expression culturelle sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité».

M. Rabehi a aussi rappelé qu'à l'initiative de l'Algérie, la journée du 16 mai a été proclamée journée mondiale du «vivre ensemble en paix» et que l'Algérie a participé et a accueilli à son tour plusieurs manifestations culturelles, ce qui s'avère, a-t-il dit, «être des opportunités idoines pour la consolidation des relations amicales et pour l'établissement d'un partenariat bénéfique». L'Algérie a organisé de grandes manifestations d'importance régionale et internationale, a-t-il fait savoir, citant notamment «Tlemcen, capitale de la culture islamique», «Constantine, capitale de la culture arabe», ainsi que les festivals panafricains et autres.

Il a ajouté que l'Algérie, qui est membre d'organisations culturelles internationales, à l'instar de l'Unesco, «remercie les Etats amis ayant apporté leur savoir et leur expertise au profit des projets culturels structurants en Algérie».

L'Algérie «a contribué grandement à la formation des ressources humaines de plusieurs pays dans les différentes disciplines culturelles», a-t-il conclu.

A. S./APS

Jijel

La moudjahida Yamina Cherrad expose son œuvre «Six ans dans les maquis»

La moudjahida Yamina Cherrad a exposé, mardi à Jijel, son Œuvre intitulé «Six ans dans les maquis» devant un public d'intéressés aux faits historiques à la salle de conférence du musée Kotama au centre ville.

Invitée de «Tribune de la bibliothèque», dans sa deuxième édition organisée par la Bibliothèque principale de la lecture publique, M^{me} Cherrad a passé en revue les différentes haltes historiques où parfois elle était auteure, et d'autres personnages, en commençant par sa participation aux marches du 8 mai 1945 à partir de Sétif, car

née dans cette ville en 1936, avant de rejoindre les monts El Babour, puis Lemnazel, ou encore Ouled Askeur et Boudaoud où elle a exercé en qualité d'infirmière. Intitulé «Six ans dans les maquis», le titre met en évidence de visu la période que Lla Yamina a passée dans les montagnes au service de la guerre de Libération de 1956 à 1962, et révèle la situation de cette moudjahida qui, à chaque fois où un événement lui revint à la mémoire le transcrivit, à réüssi, grâce à l'aide de M^{me} Rachida Moncef, à rassembler les faits de ce livre, fruit d'un an et

demi de labeur et de concentration. Cette œuvre de 196 pages, retrace en fait plusieurs haltes de la vie de Yamina Cherrad, de sa vocation d'infirmière et de là, des malheurs qu'elle subissait en portant aide et assistance aux moudjahidines blessés, à défaut de moyens de bord, mais qui a su, malgré vents et tempêtes, à sauver la vie de plusieurs d'entre eux. «Aujourd'hui, à chaque fois que je feuillette son écrit, il arrive que je remémore biens des souvenirs, et ne peux ainsi résister à verser des larmes», a-t-elle conclu.

R. C.

Tunisie

Renaissance d'un festival électro dans le désert de «Star Wars»

Après trois ans d'absence, Les Dunes électroniques ont attiré des milliers de fêtards dans le sud du pays, où les touristes reviennent peu à peu.

Les puissants rythmes de basse portent jusqu'au troupeau de chameaux voisin, les lasers balayaient les dunes du Sahara tunisien et les VIP peuvent siroter une vodka dans ce qui fut une échoppe de Tatooiné, planète de Star Wars. Les Dunes électroniques, festival relancé ce week-end à Ong Jmal après trois ans d'absence, ont attiré plusieurs dizaines de DJ internationaux et locaux et des milliers de fêtards en plein désert, symbole d'une relance du tourisme dans cette région de l'ouest de la Tunisie.

«On avait déjà visité Tunis, mais là on est venus pour le fes-

tival», explique Léopold Poignant, 22 ans, venu de Paris pour danser à Ong Jmal puis visiter la ville voisine de Tozeur. «Il y a quelques gros noms comme Adam Port et Konstantin Sibold, mais c'est aussi pour l'expérience. Tout autour, c'est le décor de Star Wars, et faire la fête au milieu des dunes, c'est vraiment spécial», lance cet étudiant en sciences politiques.

Les podiums métalliques et les paillotes abritant la buvette ne déparent pas le décor d'évaporateurs (engins imaginaires de récupération d'eau) et de maisonnettes arrondies construit pour «La Menace fantôme». Ong Jmal est le plus connu des nombreux sites tunisiens où George Lucas a tourné des scènes de la jeunesse des Skywalker, en 1976

puis à la fin des années 1990. Les restes du décor du village fictif de Mos Espa attirent des dizaines de milliers de touristes chaque année.

Un marathon et un festival de cinéma

La révolution de 2011 et une série d'attentats meurtriers ayant coûté la vie à des dizaines de touristes en 2015 ont porté un coup sévère au secteur crucial du tourisme. Depuis, les séjours dans le Sud, pourtant épargné par ces attaques, ont eu tendance à se limiter à des allers-retours d'un jour dans le désert depuis les grands complexes hôteliers de la côte, au désespoir des commerçants de Tozeur.

«Les plus nombreux mainte-

nant, ce sont les Russes et ils n'achètent que de l'eau», déplore Nagga Ramzi, un commerçant aux yeux soulignés de khôl, dont les revenus ont dégringolé en dix ans : «C'est difficile, car ici il n'y a que les dattes, pour ceux qui en ont, et le tourisme».

Mais à la faveur d'une amélioration de la sécurité ayant permis un retour en masse des vacanciers en Tunisie ces deux dernières années, la région accueille de plus en plus d'événements. Un marathon saharien, Ultra Mirage El Djerid, le Tozeur International Film Festival et un festival de musique soufie, Rouhaniyet, ont été lancés, s'ajoutant à une reprise d'événements plus anciens.

Les hôtels affichent de plus en plus complets et les touristes

prolongent leurs séjours. La fréquentation est en hausse pour la troisième année consécutive, souligne le commissaire au tourisme de Tozeur, Yasser Souf. Au 30 octobre, le nombre de touristes a augmenté de 27 % sur un an et le nombre de nuitées de 29 %. Des hôtels rouvrent, les maisons d'hôtes se multiplient et le groupe de luxe thaïlandais Anantara ouvrira fin décembre un palace cinq-étoiles.

«Reste à espérer que ces touristes prennent leur temps pour se promener, visiter l'oasis et la médina», lance Salah Akkoun, qui peine à gagner sa vie avec sa calèche. Pour lui, c'est la seule façon que les retombées profitent à un maximum de familles dans cette région marginalisée.

Rcaim C.



Ligue 1 La fin de la phase aller pour le 18 décembre

LA PHASE aller du championnat de Ligue 1 prendra fin le 18 décembre prochain avec le déroulement de la 15^e et dernière journée, selon le programme publié mardi soir par la Ligue de football professionnel (LFP). D'autre part, la dernière journée de la phase aller de la Ligue deux se déroulera le 14 décembre, selon la même source. Les dates des prochaines journées des championnats des

Ligues 1 et 2 jusqu'à la fin de la phase aller :

Ligue 1
- 11^e journée : 23 et 24/11/2019
- 12^e journée : 30/11/2019
- 13^e journée : 07/12/2019
- 14^e journée : 14/12/2019
- 15^e journée : 18/12/2019
Ligue 2
- 13^e journée : 20/11/2019
- 14^e journée : 07/12/2019
- 15^e journée : 14/12/2019

Cyclisme Une compétition le 22 novembre pour les jeunes

UNE COURSE cycliste pour des athlètes des catégories minimales, cadettes et juniors se déroulera le 22 novembre à Ouled Rahmoune, a annoncé mardi la Fédération algérienne de la discipline, coorganisatrice de cet événement avec la Ligue de Constantine. «Le départ de cette course sera donné à 8h00, devant le siège de l'APC d'Ouled Rahmoune», a ajouté l'instance

fédérale dans un bref communiqué, en précisant que le tracé du parcours passera par Ouled Rahmoune, El Guerah, Guettar El Aiche et El Khroub, avant de revenir au point de départ. «Les cadets et les juniors devront parcourir 50 km, alors que les minimales ne seront concernées que par une distance de 30 km», a encore précisé la FAC.

Fédération algérienne de volley-ball L'AGex ce samedi à Alger

LA FÉDÉRATION algérienne de volley-ball (FAVB) tiendra, samedi à Alger, une Assemblée générale extraordinaire pour l'amendement des règlements généraux de l'instance fédérale, a indiqué la FAVB sur son site officiel. Les membres de l'Assemblée générale devront statuer sur l'amendement des règlements généraux de la

FAVB, dont les règlements relatifs à l'affiliation des associations sportives, les transferts des joueurs à l'étranger, ou encore la modernisation des licences et le passage à la biométrie. L'AG extraordinaire de la FAVB se tiendra au siège du Comité olympique et sportif algérien à Ben Aknoun (Alger), précise l'instance fédérale.

Rafle et billard 3^e étape du championnat national demain

LA SALLE omnisports de Sidi El Bachir (Oran) abritera demain la troisième étape du championnat d'Algérie de rafle dédié à la catégorie seniors (hommes et dames), a-t-on appris de la Fédération algérienne de la discipline. Pas moins de 90 athlètes, dont 30 filles, représentant 13 wilayas, prendront part à cette épreuve, a indiqué à l'APS le président de la Fédération algérienne de rafle et billard (FARB), Mohamed Amine Maïdi. Avant cette étape d'Oran, une ville habituée à accueillir quasi annuellement cette compétition, les villes de Mostaganem et d'Aïn Téouchent avaient respectivement abrité les deux premières étapes, alors que la quatrième et la dernière est prévue à Alger où sera organisée également la Coupe d'Algérie, selon le même responsable. Le président de la FARB s'attend à une «rude concurrence d'autant que pas moins de 90 % des participants font partie de la sélection nationale». «Le niveau du championnat d'Algérie dans cette discipline a toujours été appréciable, car nous disposons d'athlètes de niveau mondial, ce qui a permis d'ailleurs à notre pays de dominer généralement les débats sur le plan africain et rem-

porter, au début de cette année, deux médailles d'or lors de la précédente édition de la Coupe intercontinentale en février 2019 grâce à Aïssioui Lamia et Ali Hakim dans la spécialité du tir de précision», s'est réjoui M. Maïdi. En revanche, il a déploré «le peu de moyens» dont dispose sa fédération et qui freine, selon ses dires, le développement de ce sport en Algérie et ce, après près de 30 ans de la création de son instance. «Nous militons depuis des années pour obtenir des salles spécialisées dans cette discipline, en vain. Nos résultats sont pourtant probants aussi bien en seniors qu'en jeunes. Par exemple, lors des derniers Jeux africains de la jeunesse abrités par Alger en 2018, nos 10 joueurs engagés dans cette manifestation ont réussi chacun à s'adjuger une médaille, totalisant 5 breloques en or et 5 autres en argent, une moisson qu'aucune autre fédération n'a réalisée pour l'occasion», a rappelé le même responsable, qui souhaite bénéficier d'une meilleure considération de la part du ministère de tutelle, en augmentant la subvention annuelle allouée à son instance.

Eliminatoires CAN-2021 (2^e journée - Gr. H)

Le Zimbabwe met la pression sur les Verts

■ Le Zimbabwe a mis la pression sur les Verts grâce à son succès hors de ses bases à Lusaka face à la Zambie sur le score de (2/1).



Par Mahfoud M.

Belmadi content pour ses joueurs

Tenu en échec à domicile par le Botswana lors de la première journée de ces éliminatoires, les Zimbabweens ont su se reprendre avec cette victoire qui les relance dans la qualification à la phase finale de la CAN 2021 qui aura lieu au Cameroun. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Khama Billiat (10^e et 79^e) pour le Zimbabwe, et Patson Daka (19^e) pour la Zambie. Cette victoire leur permet de prendre la deuxième place de ce groupe H avec quatre points, soit à deux points seulement du leader, l'Algérie, qui dispose de six

points. Les deux équipes s'affronteront dans le choc du groupe au mois d'août prochain. Même si les Verts sont bien partis pour décrocher la qualification à la phase finale de la CAN 2021, il n'empêche qu'ils doivent faire très attention à cette équipe du Zimbabwe qui risque de créer la surprise et s'inviter aussi à la phase finale. Pour revenir à la victoire de la sélection nationale, le coach national, Djamel Belmadi, avait assuré qu'il était très satisfait du match présenté par ses poullains, même s'il avoue avoir eu très peur pour certains d'entre eux devant l'agressivité montrée par les joueurs du Botswana, ce qui a valu l'expulsion à l'un d'eux.

Parlant de cette invincibilité qui a duré une année, Belmadi demandera à revenir en arrière et à se rappeler ses déclarations lorsqu'il avait accepté la mission de diriger la sélection, lui qui restait très optimiste pour l'avenir de l'EN et avait déclaré que le plus important était de se remettre au travail. Sur un tout autre registre, la FAF s'est plaint officiellement au niveau de la CAF pour les conditions d'accueil qui étaient très mauvaises à Gaborone, au Botswana, avec de mauvais moyens de transport, en plus du refus d'accorder le terrain principal à l'heure du match la veille de la rencontre.

M. M.

Mehdi Zeffane

«Je suis optimiste pour janvier»

Le défenseur algérien Mehdi Zeffane, sans club depuis la fin de son contrat avec le Stade Rennais (Ligue 1 française de football) en juin dernier, a indiqué qu'il existait des discussions en vue de rejoindre sa future formation en janvier prochain, lors du mercato d'hiver. «Il y a déjà des discussions, des propositions qui sont en cours. Mais certaines concernent des Championnats où le recrutement n'est pas ouvert, même pour un joueur libre. Du coup, avec mon agent, on est très optimistes pour janvier. En attendant, je me prépare chez moi, à Lyon, avec des entraînements collectifs au sein d'un club local mais aussi avec des entraînements personnels dirigés par un coach», a affirmé l'ancien Lyonnais dans un entretien accordé à «L'Equipe». Zeffane (27 ans) n'a pas trouvé un point de chute depuis la fin de son bail avec le club breton avec

lequel il a remporté la Coupe de France, suivie trois mois plus tard par la CAN-2019 décrochée avec l'équipe nationale en Egypte. «J'ai eu des discussions avec un club qatari mais ça n'a pas pu se faire au final. Même si ces discussions étaient bien avancées. En fait, le club envisageait de me recruter avant l'envoi à la Fifa de la liste des joueurs inscrits pour disputer la compétition», a-t-il ajouté. Le joueur formé à l'Olympique lyonnais a souligné s'être engagé avec «une agence lyonnaise. C'est la seule qui a le droit de me représenter et de parler en mon nom aujourd'hui. Comme ça, les choses sont claires. Si je dois m'en vouloir pour quelque chose, c'est pour ça... Mais on apprend toujours dans la vie». C'est avec un pincement au cœur que Zeffane évoque l'équipe nationa-

le, avec laquelle il aurait aimé être présent. «Je suis très content de voir l'équipe battre la Colombie en amical sur un score assez large en octobre (3-0) puis commencer la campagne qualificative à la CAN-2021 par une autre démonstration, face à la Zambie jeudi dernier (5-0). Mais en même temps, je me dis que je pourrais y être et il y a une petite part de déception au fond de moi. Le sélectionneur Djamel Belmadi reste également en lien avec moi. C'est rassurant pour moi. On va dire que le plus dur est fait car janvier arrive très vite et je me prépare dans cette optique», a-t-il conclu. Ayant débuté la CAN-2019 sur le banc, Zeffane a intégré l'Onze de départ depuis le match des quarts de finale face à la Côte d'Ivoire (1-1, aux t.a.b : 4-3), suite à la blessure contractée par Youcef Atal au niveau de l'épaule.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Makouda (Tizi Ouzou)

Des transporteurs bloquent la RN 72 pour réclamer la réouverture d'une route

DES TRANSPORTEURS de voyageurs de la commune de Makouda (20 km au nord de Tizi Ouzou) ont bloqué hier la RN72 pour réclamer la réouverture du tronçon de cette route fermée depuis trois ans en raison d'une opposition de propriétaires des terres qui la traversent. Depuis, les usagers de la route de la région sont contraints de faire de longs détours par l'ancienne route pour aller ou pour quitter plusieurs communes du nord de la wilaya, telles que Makouda, Boudjima, Mizrana et Iflissen. Les protestataires affirment avoir épuisé toutes les voies de recours avant de passer à leur action d'hier. Le tronçon en question faisait la jonction entre un ancien chemin de wilaya et la RN 72 reliant Tizi Ouzou à Tigzirt, avant qu'il ne soit fermé en raison d'un glissement de terrain. Mais au moment où les services des travaux publics allaient entreprendre les travaux afin de le rouvrir, un habitant s'est opposé faisant valoir sa qualité de propriétaire des terres traver-

sées par cette route depuis des années. De son côté, le directeur local des travaux publics, Smail Rabehi, a assuré que les travaux de confortement de cette route seront entrepris dans les prochains jours. Le même responsable, qui s'exprimait sur les ondes de la radio locale, a expliqué qu'une action en justice est entamée contre l'auteur de l'opposition à la réfection de cette route. Par ailleurs, Rabehi a annoncé la prise en charge de plusieurs tronçons routiers des chemins de wilaya endommagés par les intempéries et le passage des conduites de gaz. Il a précisé que la priorité des programmes de réfection des routes sera accordée aux chemins de wilaya, soulignant que les budgets alloués restent insuffisants pour cette opération et mettant en avant la totalité des CW de Tizi Ouzou, estimée à plus de 600 km. Il a également fait part du problème de nombreux appels d'offres portant sur la réfection des routes restées infructueuses. **Hamid M.**

El Tarf

Saisie de 10 000 euros

LES SERVICES de la gendarmerie de la wilaya d'El Tarf ont saisi, récemment, la somme de 10 000 euros, chez deux individus à bord d'un véhicule touristique, sur un tronçon de la RN 82 reliant Zitouna à Ain Kerma, a-t-on appris, hier, auprès du chargé de la communication de ce corps de sécurité. Agissant sur information, les services de la gendarmerie ont appréhendé les deux présumés coupables, lors d'un barrage dressé «sciemment» au niveau de cet axe routier de cette région frontalière, a ajouté le commandant Fateh

Rahmouni. La fouille minutieuse du véhicule touristique à bord duquel se trouvaient un trentenaire et un quadragénaire, a permis de mettre la main sur ces devises, de saisir le véhicule ayant servi à leur transport et d'arrêter les indécents individus, a-t-on précisé de même source. Poursuivis pour délit liés à «l'infraction à la législation de change» et «transfert illicite de capitaux», les deux mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire, a conclu la même source.

K. L.

Boumerdès

15 pêcheurs sauvés suite au naufrage de leur embarcation au port de Zemmouri

15 PÊCHEURS ont été sauvés d'une mort certaine, dans la nuit de mardi à mercredi, suite au naufrage du sardinier (14 mètres) à bord duquel ils se trouvaient, près du port de Zemmouri (Est de Boumerdès), a-t-on appris, hier, de la Protection civile de la wilaya.

Selon le chargé de la communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Ait Kaci Ahmed, le bateau en question a fait naufrage aux environs de 20h08 de la nuit dernière, suite à une infiltration d'eau de mer, à une profondeur de 30 mètres de l'est du port de Zemmouri.

Après avoir assuré que l'état de la mer était propice à la

pêche lors de la survenue de l'accident, le responsable a souligné que l'équipage du sardinier «sorti en mer dans des conditions ordinaires, a été sauvé par d'autres pêcheurs qui se trouvaient proches d'eux, à bord de leurs embarcations, après avoir entendu leurs appels de détresse», a expliqué le lieutenant Ait Kaci Ahmed.

L'intervention de la Protection civile de la wilaya a permis l'évacuation des pêcheurs secourus, avec le transfert de l'un d'eux vers un établissement sanitaire proche, suite au choc subi après ce naufrage, a-t-il ajouté.

Safy T.

Le chômage en hausse



Louvis

Djalou@hotmail.com

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵔⴼⴰⵏⵜ ⵜⴰⵣⴻⵢⵔⵉⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ

JE CHOISIS L'ALGÉRIE... JE VOTE

الانتخابات
الرئاسية
+ΣΗΟΩΣΙΙ +ΘΣΜΠΣΜ+
ديسمبر 12
2019 V&X&C&O



السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات
ⴰⵏⵉⵙⵏⴰⵏⵉⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵔⴼⴰⵏⵜ

الجزائر تنتخب

ANEP 1916024808

Le Jour d'Algérie - N° 4936 - Jeudi 21 novembre 2019